

Débats des Communes

PREMIÈRE SESSION—DIXIÈME PARLEMENT

CHAMBRE DES COMMUNES.

VENDREDI, 3 mars 1905.

M. l'ORATEUR ouvre la séance à trois heures.

BILLS VOTES EN PREMIERE LECTURE.

Le bill (n° 89) concernant la compagnie électrique et du gaz de Monterey (à resp. lim.), et à l'effet de changer son nom en celui de compagnie du chemin de fer, d'éclairage et de force motrice de Monterey.—M. Macdonnell (par M. Ingram).

Le bill (n° 90) concernant la compagnie du chemin de fer d'Esquimaux à Nanaïmo.—M. Smith (par M. Galliber).

Le bill (n° 91) concernant la compagnie du chemin de fer de Timagami.—M. McCool.

Le bill (n° 92) concernant la compagnie du chemin de fer d'Ottawa à New-York.—M. Belcourt.

Le bill (n° 93) concernant le grand conseil de l'Association catholique de bienfaisance mutuelle du Canada.—M. J. J. Hughes (par M. McIsaac).

Le bill (n° 94) concernant la compagnie du chemin de fer de Brockville, Westport et Nord-Ouest.—M. Derbyshire (par M. S. Schell).

Le bill (n° 95) concernant Gillies, Brothers (à resp. lim.).—M. A. A. Wright.

Le bill (n° 96) concernant la compagnie du chemin de fer de Montréal et des Comtés du Sud.—M. Geoffrion.

Le bill (n° 97) concernant la compagnie dite "The Kingston and Dominion Central Railway", et à l'effet de changer son nom en celui de "The Montreal, Ottawa, Kingston and Georgian Bay Railway Company".—M. Harty.

DEMANDE DE RAPPORTS.

L'honorable M. G. E. FOSTER : Avant que la Chambre passe à l'ordre du jour, je voudrais faire observer au ministre des Chemins de fer qu'hier, pour se conformer au désir de la Chambre, il a déposé un rapport supplémentaire concernant l'exportation du foin, mais qu'il n'a pas encore produit le rapport principal dont le dépôt a été ordonné cinq jours auparavant. Naturellement, ce codicille est inutile en l'absence du testament. Je désirerais avoir le rapport aussitôt que possible.

LE BUDGET.

M. FOSTER : Je suis peut-être un peu pressé, mais j'aimerais savoir si le ministre des Finances peut nous dire approximativement à quelle date il prononcera son exposé budgétaire.

L'honorable M. W. S. FIELDING (ministre des Finances) : Je ne suis pas prêt à répondre sur-le-champ, mais je ferai connaître la date prochainement.

M. FOSTER : Ce ne sera pas avant un jour ou deux, je suppose ?

M. FIELDING : Pas avant quelques jours, mais je donnerai un avis à mon honorable ami.

TERRES FEDERALES—DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS.

M. FOSTER : Je désire aussi demander au ministre de l'Intérieur ou à celui qui fait l'intérim, à quelle date aura lieu le dépôt des documents demandés dans les premiers jours de la session relativement aux terres vendues au Nord-Ouest pendant le dernier exercice.

Sir WILFRID LAURIER : J'ai déposé, il y a quelques jours, un rapport concernant les terres.

M. FOSTER : Ce n'est pas de celui-là que je veux parler.

Sir WILFRID LAURIER : Je vais m'occuper de cela.

ECOLES SEPARÉES—DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS AU SUJET DE DOCUMENTS PUBLIES.

M. FOSTER : En ces heures où il est fort occupé, le premier ministre a-t-il eu le temps de prendre des informations au sujet de la publication de certain document officiel ou officieux concernant les écoles séparées des diverses provinces ?

Sir WILFRID LAURIER : On me dit que ce document a été publié par les soins du secrétaire d'Etat ; on m'apprend de plus qu'il ne renferme nul commentaire, étant exclusivement composé d'extraits de débats antérieurs de la Chambre.

M. FOSTER : Je n'ai pas prétendu qu'il s'agissait d'une publication polémique ; le document est néanmoins arrangé comme